

Moniteur du Commerce International depuis 1883

# Côte d'Ivoire

**Guide business**

# 2016

**Dossier**

## Douane CDU

**Dernière ligne droite  
avant l'entrée en vigueur**



**PARIS  
ABIDJAN**

**Jusqu'à 4 vols directs  
par semaine**

**[corsair.fr](http://corsair.fr)**

**Comme promis,  
Corsair  
sera de retour  
à compter du  
13 juin 2016.**

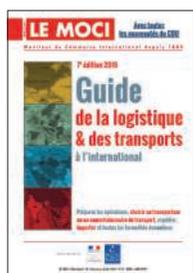
Cinéma, jeux vidéos, musique, documentaires...  
Plus de 300 heures de divertissements  
proposées sur chaque vol.



  
**CORSAIR**



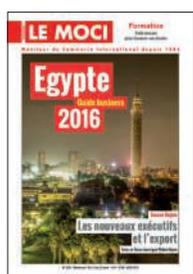
CORSAIR, SA au capital social de 20 250 574 €, ayant son siège à avenue Charles Lindbergh, 94658 Runis, cedex, France, RCS Créteil 338 621 586, Décembre 2015 : 799



## Guide de la logistique & des transports à l'international, 7<sup>e</sup> édition, 2016

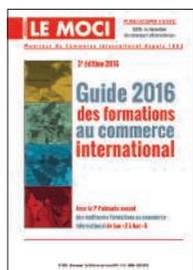
Ce Guide a été conçu pour les entrepreneurs et cadres d'entreprises qui veulent et doivent mieux comprendre le fonctionnement de la chaîne logistique, ses métiers et ses enjeux pour consolider la compétitivité de leur offre commerciale à l'export : quels sont les Incoterms ICC 2010 les plus pertinents ? Comment fonctionnent les différents univers du transport international ? Quelles sont les règles d'or d'un cahier des charges transporteur ? Comment choisir son transitaire ? Quelles sont les différences entre exporter dans l'Union européenne et hors Union européenne ? Quelles sont les indispensables règles douanières à connaître même si on n'approfondit pas... ? Le conseiller Rodolphe Lucas, qui présente l'avantage d'être à la fois un théoricien et un praticien s'est mis dans la peau de ces entrepreneurs et cadres d'entreprises exportatrices pour mieux leur expliquer les ficelles de base d'une bonne approche de la logistique à l'international. Son témoin : un fabricant breton de tables qui décroche ses premiers contrats à destination de la Pologne et de la Corée du Sud ! En mentor bienveillant mais attentif à chaque détail, le conseiller Rodolphe démystifie les cinq différentes étapes d'une première exportation vers ces deux pays, puis de livraisons plus régulières : Étape 1/ Par où commencer ; Étape 2/ Choisir un transporteur ou un commissionnaire de transport ; Étape 3/ Expédier hors de France ; Étape 4/ Expéditions régulières ; Étape 5/ Première importation, Étape 6/ Les formalités douanières.

national ? Quelles sont les règles d'or d'un cahier des charges transporteur ? Comment choisir son transitaire ? Quelles sont les différences entre exporter dans l'Union européenne et hors Union européenne ? Quelles sont les indispensables règles douanières à connaître même si on n'approfondit pas... ? Le conseiller Rodolphe Lucas, qui présente l'avantage d'être à la fois un théoricien et un praticien s'est mis dans la peau de ces entrepreneurs et cadres d'entreprises exportatrices pour mieux leur expliquer les ficelles de base d'une bonne approche de la logistique à l'international. Son témoin : un fabricant breton de tables qui décroche ses premiers contrats à destination de la Pologne et de la Corée du Sud ! En mentor bienveillant mais attentif à chaque détail, le conseiller Rodolphe démystifie les cinq différentes étapes d'une première exportation vers ces deux pays, puis de livraisons plus régulières : Étape 1/ Par où commencer ; Étape 2/ Choisir un transporteur ou un commissionnaire de transport ; Étape 3/ Expédier hors de France ; Étape 4/ Expéditions régulières ; Étape 5/ Première importation, Étape 6/ Les formalités douanières.



## Guide business Égypte 2016

L'Égypte est en voie de sortir des années de marasme économique qui ont suivi la révolution. La croissance est de retour et les investisseurs répondent présents. Le pays possède un énorme marché et une position stratégique, mais il doit aussi affronter des problèmes de taille, dont le plus urgent : les restrictions sur les devises étrangères. Également dans ce numéro : un dossier Région « Les nouveaux exécutifs et l'export », avec un focus Auvergne/Rhône-Alpes.



## Guide 2016 des Formations au commerce international

En première partie, nous présentons notre traditionnel Palmarès annuel des meilleures formations au commerce international de Bac +2 à Bac +5.

En deuxième partie, à travers une enquête sur les besoins des entreprises à l'international, pour lequel nous nous sommes appuyés sur l'expertise des Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF) et d'exportateurs expérimentés, nous proposons un vaste panorama des métiers de l'export qui recrutent et des diplômés et profils que les recruteurs apprécient.

sons un vaste panorama des métiers de l'export qui recrutent et des diplômés et profils que les recruteurs apprécient.

Lettre du 31/03/2016

## France/Allemagne : les patrons français veulent plus de convergence avec leurs homologues allemands

Après le Nigeria et le Maroc et avant la Côte d'Ivoire (25-28 avril), Pierre Gattaz a choisi de conduire en Allemagne, les 30 et 31 mars, une délégation d'une cinquantaine de responsables économiques représentant notamment 35 universités, fédérations professionnelles et entreprises, dont « des dirigeants de PME et TPE qui ne sont pas encore assez exportatrices »...

Lire la suite sur [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

## Ports/Compétitivité : trois ministres poussent pour un Cargo Community System (CCS) unique

Les professionnels de la logistique internationale qui ont appelé le 21 mars « au développement d'un CCS unique pour tous les ports français » ne sont pas les seuls à se préoccuper de l'évolution du projet de Cargo Community System (CCS) portuaire tricolore, système informatique par lequel tous les intervenants de la chaîne logistique maritime effectueraient les formalités et s'échangeraient des données...

Lire la suite sur [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

Lettre du 24/03/2016

## Sport/Export : l'État mobilise les privés pour constituer... une équipe de France

Il fallait bien trois membres du gouvernement - les ministres Emmanuel Macron (Économie, industrie, numérique), et Patrick Kanner (Jeunesse, ville et sports) et un secrétaire d'État Matthias Fekl (Commerce extérieur, promotion du tourisme, Français de l'étranger) – pour signer, le 22 mars à Bercy, le nouveau contrat de filière consacré au sport. Car, il ne faut pas se le cacher, la France part de loin en matière d'investissements privés dans la mesure où la quasi-totalité des équipements sportifs est financée par l'État. Alors pour construire une filière, à 10 semaines de l'Euro 2016, il va falloir inciter le secteur privé à se glisser dans la mêlée...

Lire la suite sur [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

**POUR  
CONTACTER  
LA RÉDACTION  
01 53 80 74 06**

**POUR VOUS ABONNER  
01 49 70 12 20  
abonnement@lemoci.com  
Toutes nos offres p. 49**

**POUR JOINDRE  
LE SERVICE  
PUBLICITÉ  
+33 (0)1 49 70 12 07**

## PLANÈTE

- 3** Mode d'emploi
- 6** • Risques sectoriels : les prévisions en demie teinte d'Euler Hermes
- Risques politiques : hausse dû au pétrole
  - Vigie TAC ECONOMICS
  - Risques pays/Export : les pays émergents qui peuvent rebondir à court terme, selon Coface
  - Tableau de bord du commerce international
  - The good idea

## PAYS & MARCHÉS

### Agenda

- 40** Salons, missions et rencontres

### Appels d'offres & projets

- 42** Appels d'offres, projets industriels

## JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

- 40** **Dossier CDU**
- Nouveau CDU : dernière ligne droite avant l'entrée en vigueur
  - Témoignage de Herbert de Saint-Simon, président de TLF Overseas
  - Calendrier de mise en œuvre : une période de transition
- 46** Réglementation

## 18 GUIDE BUSINESS CÔTE D'IVOIRE

### 24 Infrastructures- Investissements

Énergie, fer, route, port

### 26 Entretien avec

Jean-Louis Billon, ministre du Commerce de la République de Côte d'Ivoire

### 28 Entreprises

Ces PME qui réussissent sur un marché difficile

- Sodialci
- Veilleur des médias digitale

### 30 Relations bilatérales

La France est toujours

le principal partenaire

### 32 Contrat de désendettement et de développement

La France double presque la mise entre 2015 et 2020

### 34 Secteurs Porteurs

- Alimentation-restauration
- BTP-second œuvre
- Mode et cosmétiques
- Santé
- TIC

### 38 Pratique

## LE MOCI

### ÉDITEUR Sedec SA

11 rue de Milan - 75 009 Paris - France  
Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00  
www.lemoci.com

### Directeur de la publication

Vincent Lалу

### RÉDACTION

Rédactrice en chef : Christine Gilguy (31)  
Grand reporter : François Pargny (23)  
Ont collaboré à ce numéro : Venice Affre

Maquette : Delphine Miot, rédactrice graphiste (37)

Pour joindre votre correspondant par téléphone, composez le +33 (0)1 53 80 74 suivi des deux derniers chiffres du poste.

### PUBLICITÉ

Directeur Commercial :

Philippe Chebanco (10)

Directeur de Clientèle Internationale :

Christophe Bonami (01)

Directrice Conseil et Développement :

Karine Rosset

+33 (0)4 91 28 60 26

Assistante commerciale et

responsable technique :

Cindy Colle (14)

Fax de la publicité : +33 (0) 1 49 70 12 69

### MOCI EVENEMENTS

Chef de service sponsoring et

événements : Saskia Paulmier

+33 (0)1 49 70 12 73

### GESTION, ADMINISTRATION

Directrice générale adjointe :

Michèle Marcaillou

Directrice du marketing :

Victoria Irizar

Directeur de la fabrication :

Robin Loison

Webmaster :

Pierre Lалу

Comptabilité, gestion :

Évelyne Montecot (08), Valérie Perrin

Conception graphique :

amarena

### Impression

Imprimerie de Champagne

Rue de l'Etoile de Langres

ZI Les Franchises - 52200 Langres

Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution

L'adresse électronique des

collaborateurs permanents est :

prenom.nom@lemoci.com

Copyright : toute reproduction, même

partielle, des textes et documents parus

dans le présent numéro est soumise à

l'autorisation préalable de la rédaction

Magazine bimensuel.

Photos de couverture : François Pargny

Abonnement 1 an (24 numéros +

Lettre confidentielle + accès web limité)

285,88 euros TTC.

La Vie du Rail ou Le Moci

Service abonnements

11 rue de Milan - 75440 Paris cedex 09

Tél. : 01 49 70 12 20

Tarif étranger : nous consulter

# Planète

**Expatriation : la Suisse, les États-Unis et le Royaume-Uni, premiers pays d'accueil des Français établis à l'étranger**

## Le planisphère des



La mobilité internationale des ressortissants français se concentre sur cinq pays, qui représentent à eux seuls 40 % de la communauté française inscrite au registre des Français de l'étranger, d'après les statistiques du ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) concernant les Français inscrits au registre mondial des Français établis hors de France au 31 décembre 2015. Il s'agit de la Suisse (175 700 ressortissants français), des États-Unis (141 942), du Royaume-Uni (127 837), de la Belgique (120 724) et de l'Allemagne (114 020).

Près de 50 % des Français expatriés résident en Europe dont 37 % dans des pays membres de l'Union européenne (UE) et 12,7 % dans des pays européens hors UE. Totalisant 632 370 inscriptions, l'UE constitue à l'échelle mondiale la première région d'accueil des ressortissants français.

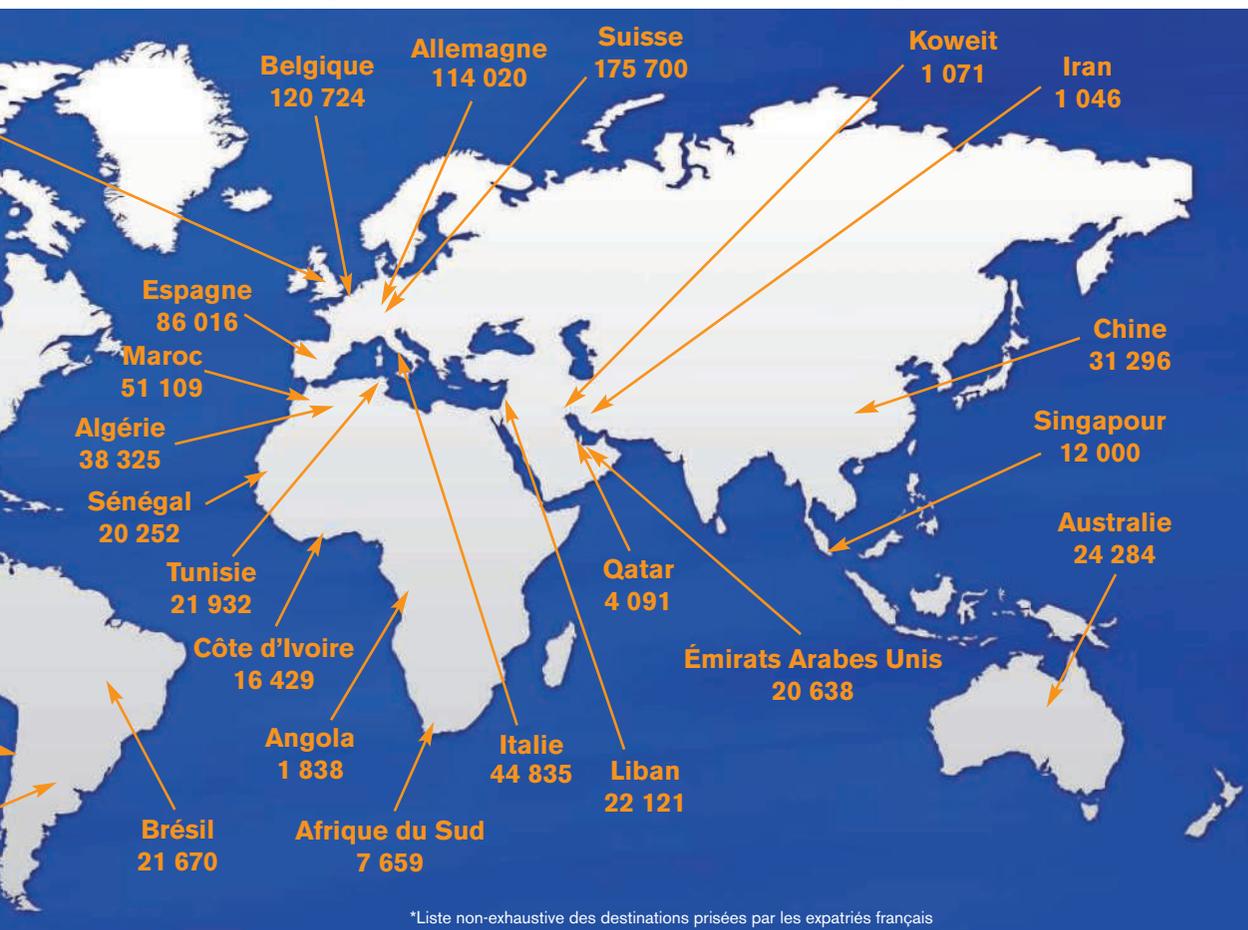
L'Amérique du Nord (234 058 inscrits au registre) arrive derrière l'Europe en tant que principale destination d'accueil des expatriés français. Aux États-Unis, le nombre de Français inscrits au registre consulaire a progressé de 4,3 % à 141 942. Au Canada, ce chiffre est également en hausse à 92 116 contre 86 837 Français inscrits au registre

au 31 décembre 2014. En Asie-Océanie, le nombre d'expatriés a augmenté de 3,8 % à 136 282. En 2015, la Chine a accueilli 31 296 Français (31 334 en 2014) et l'Australie 24 284, contre 22 539 en 2014. Singapour demeure une destination prisée en Asie du Sud-Est et a accueilli 12 000 Français en 2015, un chiffre en croissance (11 415 en 2014).

En Afrique du Nord, le nombre de ressortissants français a progressé de 4,2 % à 111 557. Le Maroc est le pays de la région qui concentre la plus forte communauté française (51 109 expatriés). Au Proche et Moyen-Orient, la communauté française s'établit à 138 350 ressortissants inscrits sur les registres consulaires au 31 décembre 2015. Un chiffre en baisse de près de 1,9 % par rapport à 2014, du fait du contexte géopolitique actuel. Dans les pays d'Afrique francophone, le nombre d'expatriés hexagonaux a augmenté de 2,1 % à 125 148 en 2015 par rapport à 2014. Au total, le nombre de Français inscrits au registre mondial des Français établis hors de France au 31 décembre 2015 a augmenté de 1,8 % par rapport à 2014 à 1 710 945.

Venice Affre

## inscrits au registre des Français de l'étranger au 31/12/2015\*



\*Liste non-exhaustive des destinations prisées par les expatriés français

Source : MAEDI, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

## Risques sectoriels : les prévisions en demie teinte d'Euler Hermes

**Faiblesse des prix du pétrole, turbulences sur les marchés émergents, augmentation de l'endettement et des délais de paiement, vague de fusions-acquisitions...** autant d'obstacles macroéconomiques que les entreprises dans le monde devront franchir en 2016. « En 2015, 148 secteurs ont vu leur note révisée à la baisse dans le cadre de notre analyse, contre 76 révisions à la hausse seulement. Dans ce contexte, 1 secteur sur 4 fait l'objet d'une note de risque "significative" ou "élevée" en ce début 2016 », relève Ludovic Subran, chef économiste d'Euler Hermes. Dans une étude prospective intitulée « 2016 : les Jeux Olympiques ont déjà commencé pour les entreprises » et publiée courant mars, 18 secteurs dans 72 pays sont passés en revue en utilisant les ressources de l'imagerie sportive car les turbulences s'annoncent parfois violentes.

Dans la métallurgie, plombée par une demande mondiale atone (le CA global a reculé de 2 % en 2016), le risque sectoriel est déjà considéré par les analystes de l'assureur-crédit comme « significatif » ou « élevé » dans la plupart des pays (61 sur 72) de sorte qu'ils hésitent entre « triathlon ou ironman ».

La chute des prix du baril a redessiné le secteur de l'énergie tout entier et la résistance sera inégale entre les acteurs. Pour Euler Hermes, certains réussiront cependant à tirer leur épingle du jeu malgré des



Beauregard - Fotolia.com

prix du pétrole bas, en particulier les entreprises publiques dans les pays du Golfe, qui bénéficient de vastes réserves de trésorerie de leurs fonds souverains. La construction va globalement rester fragile malgré une fragile reprise, l'assureur-crédit tablant sur une croissance mondiale de + 2,8 % (+ 2,4 % en 2015), sous l'effet de meilleures perspectives en Europe et en Amérique du Nord. Mais le risque de ce secteur est considéré de « sensible » à « élevé » dans 44 pays sur 72.

Dans les transports, les perspectives

varient selon les modes. Le transport aérien se distingue comme le « grand gagnant » des prix bas du pétrole, avec des bénéfices qui pourraient croître de 10 % cette année selon l'assureur-crédit. Malgré des prix des carburants favorables, le transport routier, lui, reste pénalisé par la croissance économique morose alors que le maritime continuera pour sa part à être plombé par l'atonie du commerce mondial qui tire les prix du fret vers le bas.

### TIC et produits pharmaceutiques mieux orientés

Plusieurs secteurs tirent mieux leur épingle du jeu à l'instar des TIC (technologies de l'information et de la communication), attendues en hausse de 4,3 % en 2016 (après + 4,7 % en 2015), tirée par les procédés de numérisation, l'importance croissante de la connectivité et le développement de l'Internet des objets dans le secteur de l'industrie, mais aussi par l'Asie, à la fois premier producteur et premier consommateur mondial de produits et services TIC.

Également mieux positionné, le secteur pharmaceutique bénéficie d'une hausse structurelle de la demande mondiale et de grandes réserves de liquidités pour faire face avec l'incertitude du marché, pour financer des projets de R&D et faire des acquisitions stratégiques.

Venice Affre

## Les huit pays les plus porteurs en 2016 pour Atradius

Pour les économistes du groupe d'assurance-crédit Atradius, huit pays émergents résistent aux turbulences conjoncturelles et vont constituer, en 2016, des « points lumineux » en affichant de « bonnes performances » et en offrant de « bonnes opportunités commerciales ». Quatre sont en Asie, deux en Amérique du Sud et deux en Afrique subsaharienne orientale et australe selon leur étude intitulée : « Le top 8 des marchés les plus prometteurs en 2016 ».

L'Inde, devrait afficher un taux de croissance de 7,5 % cette année, est le premier d'entre eux. Mais font aussi partie de ce « top 8 » le Bangladesh dont on attend une croissance économique de 6,3 % en 2016, mais aussi la Colombie

(+ 2,7 % attendus), le Kenya (+ 6 % attendus), le Pérou (+ 4,9 % attendus), les Philippines (+ 5,1 %), la Tanzanie (+ 6,5 %) et enfin le Vietnam (+ 6,4 % attendus).

« Ces marchés émergents ont connu un fort développement depuis 3 ans, et devraient continuer de progresser en 2016 » estiment les économistes d'Atradius, d'autant plus que leurs gouvernements sont stables et mettent en œuvre des « politiques de soutien à l'économie ». En outre, ils sont plutôt bénéficiaires des prix faibles de certaines matières premières comme le pétrole et les métaux. Et enfin ils ont une « classe moyenne en croissance », ce qui alimente, avec les investissements, « une bonne dynamique interne ». C.G.

# LA VIGIE TAC ECONOMICS

LES ALERTES RISQUES PAYS - MARS 2016

Ces analyses, exclusives pour *Le Moci*, sont tirées d'outils de datamining mis au point par la société TAC ECONOMICS pour détecter les changements à venir, positifs ou négatifs, de l'environnement économique et financier.

## Risques politiques : hausse dû au pétrole

La chute des prix du pétrole, si elle est une aubaine pour les pays qui en sont dépourvus, est décidément un cataclysme aux répercussions très incertaines pour les pays producteurs qui en sont trop dépendants. Pour Aon, leader mondial d'origine américaine du conseil et du courtage d'assurances, son impact dans les pays déjà fragilisés tels que l'Irak, la Libye, la Russie et le Venezuela, est ainsi en tête des risques politiques auxquels sont confrontés les investisseurs sur les marchés émergents en 2016, qu'il s'agisse de risques de non-paiement de dettes souveraines ou de risques de non-transfert de devises. La carte 2016 des risques politiques dans les pays émergents d'Aon, publiée en France le 8 mars, sort du rouge l'Iran pour le reclasser en « risque élevé » grâce à la levée des sanctions occidentales et un potentiel de développement économique jugé élevé alors que l'Irak, la Libye et le Venezuela y demeurent, jugés en « risque très élevé ». Et la Russie demeure en « risque moyennement élevé », ce qui n'est pas commun pour un pays industrialisé. Les pays producteurs du Golfe (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Oman, Koweït, Qatar) ainsi que la Colombie, la Malaisie et le Kazakhstan sont considérés comme « mieux positionnés » face aux risques de non-paiement ou de non-transfert car bénéficiant d'institutions plus solides et/ou de réserves en devises plus importantes. Ils sont classés en risque de « moyen » à « faible ».

En revanche, la plupart des pays producteurs du continent africain sont en « risque élevé », l'Algérie étant au même niveau que l'Égypte, le Nigeria ou encore l'Angola. Avec des risques de déstabilisation et d'aggravation de risques sécuritaires qui pourraient toucher leurs voisins, comme, en Afrique du nord, le Maroc ou la Tunisie, qui, du coup, ne pourront bénéficier à plein des faibles cours de l'or noir et des autres matières premières.

D'une manière générale, dans tous les pays producteurs, les déficits budgétaires augmentent, mettant la pression sur les banques et sur les conditions de crédit. Sans compter les mesures d'austérité qui pourraient provoquer des troubles sociaux ou politiques. « Ces pays se trouvent dans une position peu enviable où ils doivent réaliser des économies, mais également maintenir l'ordre public, souvent via des subventions coûteuses. Dans la mesure où rien n'indique que les prix du pétrole reviendront à leurs niveaux antérieurs, l'agitation dans de nombreux pays producteurs de pétrole devrait se poursuivre et même s'aggraver », analyse Ben Heaney, responsable des Risques politiques chez Aon France. C. G.



### INDE

Le contexte économique plus favorable (baisse de l'inflation, ajustement majeur du déficit courant, stabilisation du déficit budgétaire) et les réformes structurelles du gouvernement Modi (assouplissement des réglementations) soutiennent une forte activité (7,5 % en 2016) et les investissements. La roupie devrait rester relativement stable en 2016 et les réserves de change confortables permettront de contenir les risques de dépréciation en cas de volatilité financière.



### ROUMANIE

La croissance devrait augmenter en 2016 (3,8 %), portée par la consommation des ménages et la reprise modérée en zone euro. La devise stable maintiendra sa compétitivité en Europe et favorisera les ventes hors de la zone euro. Les comptes publics et extérieurs se dégradent, toutefois le déficit courant sera financé par les IDE et les fonds européens. Le gouvernement technique de transition au pouvoir en novembre 2015 est soutenu par la classe politique jusqu'aux élections de décembre 2016.



### ARGENTINE

L'accord historique sur le remboursement de la dette avec les fonds vau-tours et les perspectives de retour sur les marchés financiers pour financer le déficit public sont des signaux positifs pour l'économie argentine. L'activité devrait progressivement repartir malgré l'ajustement économique mis en place par le nouveau Président Macri. Le pays reste toutefois confronté à un peso toujours nettement surévalué et à des pressions inflationnistes fortes malgré les hausses des taux d'intérêt.



### QATAR

Le pays bénéficie d'une croissance toujours confortable (5 % en 2016) soutenue par une consommation robuste (forte augmentation de la population, tirée par une main-d'œuvre étrangère attirée par les opportunités d'emplois). Toutefois, une vigilance particulière doit être portée compte tenu de la concurrence accrue sur le marché du gaz et de prix durablement faibles ; les projets liés au secteur du gaz risquent donc d'être reportés ou plus difficiles à mettre en œuvre.



### HONGRIE

Le pays enregistre une dégradation du risque économique et financier à court terme avec un choc potentiel violent sur l'activité économique jusqu'à début 2017, et des risques de pression baissière sur la devise. Le ralentissement attendu amènera la croissance à un niveau modéré de 2,5 % en 2016 (baisse des fonds européens et de l'investissement). Le durcissement de la ligne politique de Victor Orban, lié à la question des réfugiés, entretient les tensions avec les partenaires européens.



### CAMEROUN

Malgré la chute des cours de pétrole, l'économie résiste grâce à la robustesse de la demande et de l'investissement domestiques. Les finances publiques et les comptes extérieurs (déficits budgétaires et courant de 5 % du PIB en 2016) continuent à se dégrader en raison de la baisse du prix du pétrole et de la hausse des importations. Enfin, l'insécurité persiste dans l'Extrême-Nord du pays et les incertitudes demeurent quant à la succession du chef de l'État en 2018.

